

Bernard Thareau

Georges Janst

Philippe Navarro

1

CONFERENCE NATIONALE AGRICOLE

11 décembre 1988

DISCOURS DE PIERRE MAUROY, PREMIER SECRETAIRE

Mes chers camarades,

Vous voilà réunis en Commission Nationale Agricole au moment même où se réunissent les Premiers Secrétaires Fédéraux et les premiers des socialistes des grandes villes.

D'aucuns pourraient voir dans le parallélisme et la simultanéité de ces deux rencontres un symbole du caractère "à part" du secteur agricole du PS, voire de l'indifférence dont témoigneraient finalement les socialistes à l'égard de l'agriculture et de ceux qui y travaillent et en vivent.

Ma présence aujourd'hui parmi vous ne vise pas seulement à éviter une interprétation aussi fausse. J'ajouterais qu'elle n'a pas seulement pour objet de rendre hommage à la qualité de vos travaux ainsi qu'à vos responsables, Bernard Thareau, Georges Garot et Philippe Navarro qui savent se montrer à mon égard aussi persévérants que persuasifs pour attirer mon attention sur vos problèmes et vos aspirations.

Ma présence aujourd'hui témoigne aussi du fait que je suis convaincu que les questions que vous vous posez s'inscrivent au coeur des ambitions des socialistes. Plus largement, je dirais même qu'aujourd'hui, les questions que se posent les agriculteurs, les ambitions qu'ils expriment rejoignent celles de tous les Français.

C'est un fait nouveau sur lequel je voudrais m'étendre un peu car il me semble d'une portée considérable : l'ambition politique, l'ambition européenne et enfin l'ambition sociale que nous pouvons avoir pour les agriculteurs sont finalement celles de tous les Français même si elles s'expriment sous des formes spécifiques.

L'ambition politique

Le Parti Socialiste est électoralement le premier parti de France. Pour le rester il doit s'enraciner dans toutes les réalités, tous les milieux, prendre en compte toutes les aspirations.

Voilà un premier champ d'action et de réflexion où l'on constate que les agriculteurs posent maintenant leur problème de la même façon que les autres actifs.

On sait combien les agriculteurs ont été attachés fortement aux partis libéraux. Il en résultait d'ailleurs une situation étrange puisqu'au discours libéral entonné par la majorité des responsables agricoles répondait une intervention croissante de l'Etat afin de garantir les prix, écouler les produits, réformer les structures, rehausser les revenus, que sais-je encore ?

Pour moi, Jacques Chirac, Ministre de l'Agriculture, puis Premier Ministre, est le symbole vivant de cette contradiction dont il apparaît clairement aujourd'hui qu'elle a profité essentiellement aux agriculteurs les plus riches. Au détriment de la Nation. Au détriment aussi de la majorité des agriculteurs qui ont vu leurs revenus stagner ou décroître et leur avenir s'assombrir.

Finalement l'attitude des partis de droite qui ont traité les agriculteurs en clientèle et non en partenaires, a mené ces derniers dans une triple impasse :

- * Impasse sociale avec des inégalités de revenus grandissantes,

- * Impasse économique avec l'asphyxie d'un système de transferts financiers plus coûteux qu'efficace,

- * Impasse politique enfin avec l'imposture que constitue la doctrine du laissez faire dans le secteur agricole.

Il faut d'ailleurs reconnaître que Monsieur Guillaume aura beaucoup fait pour que les agriculteurs prennent conscience de cette situation : l'incroyable décalage que chacun a pu constater entre son discours de syndicaliste de 1981 à 1986 et son action de Ministre de 86 à 88 s'est révélé déterminant.

Vous êtes mieux placés que moi pour constater la montée du désarroi, la prise de conscience qu'un interventionnisme brouillon et injuste se retourne contre les agriculteurs eux-mêmes.

Mais quand j'entends Monsieur Lacombe déclarer que "l'agriculture ne peut supporter le libéralisme sauvage", et défendre à Montréal la maîtrise de la production laitière, je me mets à penser que tout le monde peut évoluer !

Ceci me fait dire que les agriculteurs sont sans doute aujourd'hui les actifs les plus intéressés par notre volonté de définir ce projet de société d'économie mixte auquel nous sommes attachés. Une chance historique est à saisir car plus aucun agriculteur ne pense qu'il peut vivre de son travail en l'absence complète d'une intervention de l'Etat dans son secteur. Rien n'est acquit pourtant dans la mesure où il nous faut définir ce rôle de l'Etat : il faut nous dégager du mythe productiviste qui s'est révélé aussi coûteux qu'injuste dans la mesure où il a été poussé dans ses dernières extrémités. Mais il faut aussi définir une action qui garantisse à long terme aux agriculteurs des conditions de travail stables.

Mes chers camarades, j'ai pris rapidement l'exemple du libéralisme et, dans le champ politique, j'aurais pu en prendre bien d'autres. Permettez-moi de citer pêle-mêle l'écologie, la désertification d'une partie de notre territoire, l'avenir de nos communes rurales : voilà autant de sujets dits de vie quotidienne qui préoccupent de façon croissante les Français. Autant de questions

auxquelles nous ne pouvons pas apporter de réponses sans les agriculteurs qui seront les partenaires privilégiés de l'Etat dans la réflexion à mener sur ces points et la définition des réponses à apporter.

La tâche est rude car ce partenariat loyal que nous proposons se heurte à la double méfiance qu'inspire encore un Etat vite jugé inquisiteur et un socialisme vite condamné comme "partageux". Mais ces obstacles peuvent être résolus : j'ai confiance dans le réalisme des agriculteurs, leur volonté d'apporter des solutions concrètes et cohérentes à leur problème, et leur souci de faire comprendre à tous les français les enjeux de l'avenir en matière agricole. Mais également une totale confiance dans la capacité de vous tous, de nos responsables agricoles à user de pédagogie de tenacité pour que chaque agriculteur nous considère comme nous sommes en se débarrassant des vieux mythes.

L'ambition européenne

Aujourd'hui, la perspective du marché unique occupent de plus en plus nos esprits, les craintes se mêlent à l'espoir. C'est un formidable défi pour la France mais aussi pour le Parti Socialiste de réaliser

l'Europe des hommes et pas seulement l'Europe des marchands ou l'Europe de l'argent.


C'est pourquoi nous sommes très attachés à ce que l'Europe sociale acquière dès 1992 un contenu réel perceptible par tous. La route est longue et difficile compte tenu - j'allais dire naturellement- de l'opposition du patronat, mais aussi de l'extrême réticence de certains gouvernements libéraux de l'Europe des 12.

Dans cette phase de préparation du marché unique où nous sommes, il serait bon que les Français se rappellent que les agriculteurs auront eu trente ans d'avance sur les autres travailleurs puisque pour eux, l'Europe existe depuis 1962. Tout le monde sait que l'agriculture française et les agriculteurs en ont tiré profit. En revanche, trop peu de Français savent qu'ils ont essuyé les plâtres, si vous me permettez cette expression. Et seule une petite minorité de Français a compris que la politique irresponsable des gouvernements de droite, engageant les agriculteurs à produire à tout va, a failli détruire la politique agricole commune. L'instauration de quotas a été en quelque sorte une mesure de salut public. Mais là encore, les agriculteurs ont essuyé les plâtres. De cette histoire, je tire une triple conclusion :

d'abord il faut que la Nation sache tirer tous les enseignements des étapes de l'unification franchies dans le domaine agricole. Pour l'avenir, la perspective du marché unique est également la perspective d'une concentration accrue des richesses et des hommes au coeur de l'Europe. L'unification du marché européen appelle une politique forte de l'aménagement du territoire, élaborée et financée par la CEE mais aussi par notre pays.

Là encore, cet intérêt national rejoint pleinement la préoccupation des agriculteurs. On sait depuis longtemps que les agriculteurs veulent être maîtres de leurs terres, alors ne sont-ils pas les mieux placés pour comprendre que les Français doivent garder la maîtrise de leur territoire ?

Ensuite c'est notre devoir que d'accorder à l'impératif social autant de poids que l'impératif économique à chaque fois que nous avons à analyser un projet de réforme de la politique agricole commune : il n'est pas acceptable par les socialistes que la modernisation s'opère dans l'injustice que les efforts soient pour l'essentiel toujours demander aux mêmes. Se fixer cet objectif n'est rien d'autre que de rechercher cette cohésion sociale, placée au range des priorités par François Mitterrand dans sa lettre aux Français. Et là encore le problème que connaît l'agriculture rejoint celui dont nous débattons



publiquement et qui concerne les salariés, notamment la Fonction Publique : nous voulons une juste répartition de l'effort et une juste répartition des fruits de la croissance.

Cette volonté doit s'exprimer rapidement dans une réforme du mode d'attribution des quotas laitiers dont la nécessité est maintenant reconnue de tous. Elle doit également inspirer l'élaboration du programme de gel des terres. Le gel n'est pas une chose nouvelle il suffit d'ailleurs de constater que depuis un siècle plusieurs millions d'hectares ont été enlevés à la production agricole pour être reboisés mais c'est une innovation profonde que de viser le gel d'une partie des terres les plus fécondes et non les plus pauvres. Nous devons faire preuve de vigilance afin que ce programme n'entraîne pas, une fois de plus, une concentration des aides sur ceux qui en ont le moins besoin.

Enfin, il faut que les agriculteurs eux-mêmes perdent leur complexe à l'égard des aides que la CEE et la Nation leur octroient ; ces transferts correspondent à un juste retour, à une contrepartie de leur travail, certes collective, mais qui correspond à un droit.

Et sur l'Europe encore, je m'autorise à dire quelques mots sur la nécessaire solidarité européenne face aux pressions américaines. Le désaccord profond intervenu lors de la conférence de

Montréal est grave. Il n'est pas acceptable de la part des Etats-Unis de réclamer un démantèlement de la politique agricole commune alors même que leur protectionnisme est beaucoup plus fort que le nôtre et que leur intervention budgétaire au profit des exploitants est également plus élevé que la nôtre.

Je tiens ici à rendre hommage à Henri Nallet qui est un excellent ministre de l'Agriculture et qui a su à Montréal, être l'artisan de la cohésion européenne. Pour nous, la résolution de ce différend avec les Etats-Unis dans le respect des intérêts des agriculteurs européens est un objectif capital. A ce propos, je tiens à vous dire que je rencontre demain Georges Bush, Président élu des Etats-Unis et que le premier point dont je l'entretiendrai, est ce différend américano-européen sur l'agriculture. Je souhaite ainsi apporter ma contribution à la nécessaire prise de conscience des américains de l'importance que nous attachons à ce sujet.

L'ambition sociale

Mes chers amis,

Le milieu agricole est celui où les revenus se sont le plus dégradés depuis dix ans. C'est également celui où les inégalités de

revenus sont les plus fortes. C'est aussi celui où ces inégalités ont le plus augmenté depuis dix ans. C'est enfin dans l'agriculture que la connaissance des revenus réels est la plus incertaine.

Voilà une triste série de records... Chacun d'entre vous sait cela. Et chacun sait bien que la modernisation du secteur agricole passe par une disparition progressive de ces handicaps.

Dans ce domaine aussi, je crois discerner une évolution positive. Une fraction croissante des agriculteurs souhaite la transparence. Et le Gouvernement veut progresser dans cette direction. Pour ma part, je me réjouis des réformes déjà acquises telles que l'accès au revenu minimum des ménages agricoles ou encore la possibilité enfin ouverte du règlement judiciaire des faillites en agriculture.

Mais l'essentiel est peut-être dans le fait que personne en France plus que les agriculteurs n'est sensibilisé comme ils le sont à la menace que représente le développement d'une France à deux vitesses, d'une agriculture à deux vitesses.

Et personne plus que les agriculteurs ne ressent comme eux la menace que représente la montée de l'individualisme et de son

corollaire obligé, celle du sentiment d'isolement qui à un moment ou à un autre de notre vie, nous saisit tous.

Notre réponse est la solidarité. A nous socialistes, de lui donner pour les agricultures, les formes qu'exige leur situation actuelle. C'est un formidable défi à relever. C'est aussi, j'en suis sûr, un objectif à notre portée.

Conclusion

Mes chers camarades,

Vous me pardonnerez d'avoir parfois forcé le trait : mon souci est de placer notre travail militant dans le monde agricole au coeur du travail que nous effectuons dans toutes les classes de la société. C'est pourquoi j'ai mis l'accent sur les convergences plutôt que sur les divergences, convaincu que je suis qu'il s'agit de la meilleure approche du milieu agricole pour les années qui viennent.

Pour autant je ne me méconnais nullement les particularités du monde agricole qui se définit d'abord par une production bien particulière et un mode de production connu, mais aussi une façon de vivre et finalement une culture.

Mais les agriculteurs ont été dans les années 50 les premiers à saisir l'enjeu de la modernisation. Ils ont également été les premiers à faire l'Europe dans les années 60; ils ont encore été les premiers d'une certaine façon à supporter la rigueur à partir des années 70. Aujourd'hui encore ne seraient ils pas les premières victimes aussi de l'effacement de la société d'économie mixte pour que triomphe l'individualisme et "l'Etat minimum" ?

Si ces convergences existent il nous faut agir en conséquence et d'abord au sein de notre parti : notre secteur agricole ne peut être dynamique s'il est marginalisé. Je sais que c'est la crainte de nos responsables , devant vous je puis les assurer que cette marginalisation ne se fera pas. Travaillons ensemble au sein de cette commission nationale agricole, pour mettre à jour la convergence des aspirations des agriculteurs et de celles de tous les Français. Alors oui, notre parti peut espérer aujourd'hui conquérir dans les milieux agricoles l'audience qu'il mérite.